

**REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA VENDEE
ARRONDISSEMENT DES SABLES D'OLONNE**

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TALMONT-SAINT-HILAIRE

Conseil d'Administration

25 juin 2019

L'an deux mille dix-neuf, le 25 du mois de juin à 18 heures, le conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale de TALMONT-SAINT-HILAIRE s'est réuni à l'EHPAD, sur la convocation de Monsieur Maxence de RUGY, Président et sous la présidence de Madame la Vice-Présidente.

Etaient présents : Monsieur Jean CHARRIER, Monsieur Eric DANGLLOT, Madame Huguette DARIET, Madame Marie-Françoise GABORIT, Madame Catherine GARANDEAU, Madame Bernadette GAUTREAU, Monsieur Daniel GRIT, Madame Claudine ORDONNEAU.

Etaient absents excusés : Monsieur Jean-Pierre AYME, Madame Nathalie DALAIS-CHUSSEAU, Madame Michèle Da SYLVA, Monsieur Maxence De RUGY, Madame Sonia FAVREAU.

Pouvoirs : Monsieur Maxence de RUGY donne POUVOIR à Madame Catherine GARANDEAU. Madame Da Sylva donne pouvoir à Madame Huguette DARIET

Convocation du 19 juin 2019

Nombre de membres : 13

Présents : 8 ;

Suffrages exprimés : 8

Quorum : 7

4) EHPAD/ PERSONNEL - Astreintes et modalités d'attribution

VU le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 modifié, pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 2003-363 du 15 avril 2003 modifié, relatif à l'indemnité d'astreinte attribuée à certains agents du ministère de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer (J.O. du 15 avril 2003) ;

VU le décret n°2003-545 du 18 juin 2003 modifié, relatif à l'indemnité de permanence attribuée à certains agents du ministère de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer ;

VU le décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale ;

VU le décret n°2015-415 du 14 avril 2015, et l'arrêté du même jour, relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement ;

Vu l'arrêté du 3 novembre 2015 fixant les taux des indemnités et les modalités de compensation des astreintes et des interventions des personnels affectés au ministère de l'Intérieur ;

VU l'arrêté du 7 février 2002 fixant les taux des indemnités et les modalités de compensation des astreintes et des interventions en application du décret n°2002-147 du 7 février 2002 ;

VU l'avis du Comité technique en date du 25 juin 2019

Le Président propose à l'Assemblée :

I. LA MISE EN PLACE DE PÉRIODES D'ASTREINTES

L'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration. La durée de cette intervention étant considérée comme un temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant, le déplacement aller et retour sur le lieu de travail.

Ces dispositions ne sont pas réservées aux agents titulaires, des non-titulaires peuvent en bénéficier.

Certaines astreintes sont spécifiques aux agents de la filière technique, et d'autres aux agents de toutes les autres filières (hormis la filière technique).

A. Pour les agents de la filière technique :

Il existe différentes catégories d'astreinte :

- Les **astreintes d'exploitation** qui sont des astreintes de droit commun et qui sont mises en œuvre quand l'agent est tenu, pour les nécessités de service, de demeurer à son domicile ou à proximité, afin d'être en mesure d'intervenir,
- Les **astreintes de sécurité** qui sont mises en œuvre quand des agents sont appelés à participer à un plan d'intervention dans le cas d'un besoin de renforcement en moyens humains faisant suite à un événement soudain ou imprévu,
- Les **astreintes de décision** qui sont mise en œuvre pour le personnel d'encadrement pouvant être joints directement par l'autorité territoriale en dehors des heures d'activité normale du service, afin d'arrêter les dispositions nécessaires.

Les astreintes seront mises en place pour :

- *Suivi et maintenance des équipements,*
- Les emplois concernés sont :

- *Agent de maintenance*
- *Cuisinière*

B. Pour les agents des autres filières :

Les agents de toutes filières, hors filière technique peuvent bénéficier d'astreintes. A l'inverse de la filière technique, il n'y a pas de différenciation entre les trois types d'astreinte (exploitation, sécurité, décision). Un agent ne pourra percevoir qu'une seule et unique indemnité d'astreinte pour une période concernée (cf tableau ci-dessous).

Les astreintes seront mises en place pour :

- *Personnel de remplacement dans les EHPAD,*
- *manifestations particulières (fête, ...)*

Les emplois concernés sont :

- Aide-soignant, Agent de soins, Assistant soins en gérontologie, Agent hôtelier, infirmier ou tout autre métier en lien avec l'accompagnement et soins des personnes âgées

Dans le cadre d'une **astreinte**, l'employeur verse aux agents concernés l'indemnité fixée par les arrêtés sus visés conformément aux tableaux ci-dessous.

Dans le cadre d'une **intervention**, l'employeur comptabilise aux agents concernés un nombre d'heure de travail effectif majoré conformément aux tableaux ci-dessous.

II. LA MISE EN PLACE DES INTERVENTIONS

Une intervention correspond à un travail effectif accompli par un agent pendant une période d'astreinte.

Ce temps de travail effectif accompli lors d'une intervention est majoré en sus de l'indemnité d'astreinte.

A. Pour les agents de la filière technique :

Pour la filière technique, la compensation ou la rémunération de ces périodes d'intervention n'était jusqu'à présent pas cumulable avec l'indemnité d'astreinte. Mais le décret n°2015-415 admet à la fois l'indemnisation des astreintes et la compensation ou la rémunération des interventions pour les agents non éligibles aux IHTS. Cette indemnité d'intervention sera donc réservée aux ingénieurs territoriaux.

Les agents éligibles aux IHTS seront exclus de ce type de compensation.

IV LA RÉMUNÉRATION ET LA COMPENSATION

Le montant de l'intervention est fixé par les arrêtés sus visés (cf. tableau ci-dessous). Ces montants suivront les revalorisations des indemnités fixées par lesdits arrêtés. Les obligations d'astreinte agents sont déterminées par référence aux modalités et taux applicables aux services de l'État, suivant les règles et dans les conditions prévues par les textes :

TOUTES FILIERES (hors filière technique)

La collectivité fait le choix d'indemniser les astreintes et de majorer en temps de travail les interventions suivant le tableau ci-dessous :

ASTREINTE	PERIODE CONCERNEE	MONTANT DE L'INDEMNITÉ
	par semaine complète	149,48 €
	du lundi matin au vendredi soir	45,00 €
	du vendredi soir au lundi matin	109,28 €
	pour un samedi	34,85€
	pour un jour ou une nuit de week-end ou férié	43,38 €
	pour une nuit de semaine	10,05 €
PERIODE CONCERNEE		TEMPS DE TRAVAIL EFFECTIF MAJORE °
INTERVENTION	Un jour de semaine	Nombre d'heures de travail effectif majoré de 10 %
	Un samedi	Nombre d'heures de travail effectif majoré de 10%
	Une nuit	Nombre d'heures de travail effectif majoré de 25%
	Un dimanche ou un jour férié	Nombre d'heures de travail effectif majoré de 25 %

- Un calendrier des astreintes sera déterminé annuellement. Un agent qui ne répond pas favorablement à une intervention lors de son astreinte ne pourra pas prétendre à indemnisation de l'astreinte.
- L'intervention devient effective que suite à une modification du planning mensuel une fois affiché.
- Il peut y avoir cumul entre l'indemnité d'astreinte et l'intervention.

A noter : En cas d'intervention, le cumul du temps de travail majoré et « l'indemnité de dimanche et jour férié » n'est pas spécifié par les textes (Magazine La Gazette – Spécial prime datant du 24 sep 2018). La collectivité fait le choix d'indemniser l'un ou l'autre au bénéfice de l'agent.

FILIERE TECHNIQUE

	PERIODE CONCERNEE	MONTANT DE L'INDEMNITÉ			REPOS COMPENSAT EUR
		Astreinte d'exploitatio n	Astreinte de décisio n	Astreinte de sécurité	
ASTREINTE	par semaine complète	159,20€	121€	149,48€	Aucune compensation
	de week-end, du vendredi soir au lundi matin	116,20€	76€	109,28€	
	de nuit entre le lundi et le samedi ou la nuit suivant un jour de récupération	10,75€	10€	10,05€	
	le samedi	37,40€	25€	34,85€	
	le dimanche ou un jour férié	46,55€	34,85€	43,38€	
	dans le cas d'une astreinte de nuit fractionnée inférieure à 10 heures	8,60€		8,08	

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration, à l'unanimité,

décide

- 1) d'accepter que ces périodes puissent être effectuées par des agents titulaires ou non-titulaires ;
- 2) d'accepter que les primes et indemnités susvisées feront l'objet d'un ajustement automatique dès lors que les montants ou les corps de référence seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire ;
- 3) de charger le Président de rémunérer, ou de compenser le cas échéant et à défaut, les périodes ainsi définies conformément aux textes en vigueur dans les conditions exposés ci-dessus ;
- 4) d'autoriser le Président ou la Vice-présidente à prendre et à signer tout acte y afférent.

Pour extrait conforme au registre,
 A Talmont-Saint-Hilaire, le 1^{er} juillet 2019
 La Vice-Présidente, Catherine GARANDEAU

Certifiée exécutoire à compter du 3/07/2019
 après transmission en Sous-Préfecture

